L'ABEILLE.

Journal officiel du Gouvernement, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première Cour et de la Trésorerie municipale.

Imprimé par J. Bayon.

Jours de publication—Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 17 AOUT 1836.

POUR PRESIDENT,
M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

"Je préfère que mon sentiment vous, mais la population entière des Etats-Unis comprenne bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1er DISTRICT	J. B. PLAUCHÉ
2me. DISTRICT	T. W. SCOTT.
3me DISTRICT	T. LANDRY.
4me. DISTRICT	A MOUTON
5me. DISTRICT	P. E. BOSSIER.

Nouvelles plus récentes du Texas.

Par l'arrivée de la goëlette San Jacinto, partie de Galveston le 9 du courant, nous obtenons des nouvelles très fraîches du Texas, dont la plus importante est celle de la prise par le bâtiment de guerre *Terrible* de la goëlette Mexicaine *Matilda*, qui avait été expédiée de Sisal pour Campêche avec un chargement de marchandises sèches, de farines, maïs, haricots et cigarres Nous apprenons également que le Terrible a donné la chasse à une autre goëlette Mexicaine dont le nom ne nous est pas parvenu et l'a forcée à s'échouer sur la côte.

Le 5 d'août, l'armée Texienne, au nombre de trois mille hommes, et commandée par le général Rusk, s'était concentrée à Mansgorda ou dans ses environs; pour se mettre immédiatement en marche sur Matamoros où elle a dû être arrivée à l'époque actuelle.

On nous informe par la même voie que le colonel Mexia, (nous ne savons s'il en existe aucun de ce nom) prisonnier à San Jacinto, était mort à Galveston le jour du départ de la goëlette.

Association Consolidée des Cultivateurs de la Louisiane.

Le capital de deux millions cinq cents mille piastres de cette institution a été formé, comme chacun le sait, au moyen de la négociation des obligations de l'Etat pour cette somme, garantie par la Banque.

Cet emprunt a été créé par une souscription de trois millions de piastres, divisée en six mille actions de cinq cents piastres chaque. Ces trois millions d'actions sont assurées par des hypothèques sur des immeubles s'élevant à une valeur d'environ six millions de piastres et produisant des revenus.

L'Etat est actionnaire pour un million et a droit à un crédit de deux cent cinquante mille piastres. Les dividendes sont, en conséquence, déclarés sur quatre millions et ne doivent être payés qu'à l'expiration de la charte, c'est à dire en juin 1843.

Sur le montant des obligations négociées, un cinquième a été payé, laissant une balance due d'environ deux millions de piastres en faveur des bailleurs de fonds ; laquelle balance sera éteinte au fur et à mesure que les termes de paiement arriveront.

La charte de l'Association Consolidée des Cultivateurs de la Louisiane est trop généralement connue pour qu'il soit nécessaire d'entrer dans de grands détails sur ses mérites caractéristiques. Qu'il nous suffise de dire qu'elle a été particulièrement calculée pour donner naissance à une institution tout à-fait louisianaise. Les grandes crises financières qui s'étaient fait sentir, avant sa formation, dans les diverses branches d'industrie locale, et qui avaient surtout menacé d'une ruine complette la classe agricole de notre population ont été conjurées en partie par elle ; et nous pourrions même avancer avec assurance que quelles que puissent être à l'avenir les catastrophes qui se manifesteront dans le commerce, les habitans dont les relations sont assez étroites avec les négocians, trouveront une telle protection de la part de l'Association Consolidée et des Banques de l'Union et des Citoyens qui ont été pour ainsi dire calquées sur cette première, qu'avec un peu d'économie et un système d'agriculture mieux proportionné à la richesse du sol et à l'étendue de notre commerce d'exportations, le planteur pourra aisément résister aux échocs auxquels ils ne sont, malheureusement, que trop exposés.

Un autre des grands avantages qui sont résultés au pays de la formation de cette banque, c'est que tous les bénéfices faits par elle restent dans l'Etat ; c'était déjà trop pour nous que le manque de numéraire sur notre place et les besoins sans cesse renaissans de notre commerce et de notre agriculture, nous missent dans la nécessité de recourir à l'étranger pour en obtenir une grande partie des capitaux de nos institutions financières, et de payer à la France, l'Angleterre ou la Hollande les intérêts sur les millions qu'elles voulaient bien nous prêter ; il fallait chercher à compenser ce désavantage en gardant chez nous tout le produit des dividendes déclarés. L'hypothèque qui garantit le remboursement de l'emprunt fait, ne pouvant reposer que sur des propriétés foncières du territoire, il était de toute impossibilité que les actions passent être transférées à d'autres qu'à des propriétaires de la Louisiane, qui seuls sont habiles à être actionnaires, et conséquemment à partager les bénéfices obtenus par l'institution. Ainsi donc le but de la négociation formée sous la foi de l'Etat, avec les capitalistes étrangers, par l'Association Consolidée des Planteurs Louisianais se réduirait simplement à un prêt fait aux habitans, de tant de millions, remboursable à telle époque avec les intérêts à raison de tant pour cent par an. La Banque. n'est que l'agent des cultivateurs et tout le gain qu'elle fait est partagé entr'eux, proportionnellement au chiffre de leurs actions. Il est surtout un autre point important à remarquer—c'est que par le privilége qu'a l'institution d'émettre ses billets pour le double du montant de son capital, les habitans se trouvent à même de payer les intérêts de la somme qu'ils ont ainsi empruntée, sur le gain produit par les escomptes de l'excédent de sondit capital. On doit bien concevoir qu'une banque établie sur de semblables bases n'a pu offrir que des avantages réels à la classe entière des planteurs de la Louisiane. Que si à une certaine époque, elle a fait quelques mauvaises affaires, cela n'a pas été la conséquence d'un vice radical de l'institution, mais bien d'autres causes tout à fait éventuelles, et dont nous nous dispenserons de parler ici.

Cependant nous ferons observer que si elle a eu un moment de gêne, cela n'a rien été de son crédit : ses ressources ont même semblé se multiplier depuis. Les derniers bureaux de directeurs ont déployé la plus grande activité et le zèle le mieux entendu pour réparer le mal qui avait été occasioné ; et grâce à leurs soins, l'institution est maintenant sur le pied le plus favorable.

L'état que nous présentons ci-dessous fera mieux connaître que tout ce que nous pourrons dire à ce sujet la situation prospère d'une banque qui, en mai 1834, n'offrait aucun bénéfice à ses actionnaires Aujourd'hui, ils ont une somme de trois cent mille piastres à leur crédit, et de plus, une réserve de quarante sept mille cent cinquante huit piastres et quatorze cents pour faire face aux pertes à venir. Les dépôts et la circulation de la banque, qui en 1834 étaient à peu près nuls, s'élèvent ensemble aujourd'hui cent un mille cent quatre-vingt dix huit piastres, cinquante huit cents, dans une saison de l'année où la stagnation des affaires en diminue nécessairement le montant d'au moins vingt cinq pour cent.

Son portefeuille de billets escomptés dont le terme moyen d'échéance est de quarante cinq jours et qui s'élève à un million, quatre cent deux mille, cent vingt-six piastres et soixante quatre cents suffit seul pour faire face à ses engagemens qui montent à un million, deux cent cinquante trois mille, cinq cent vingt cinq piastres, seize cents, et elle a de plus une valeur en comptant, disponible, de six cent quarante mille, huit cent cinquante piastres cinquante six cents, dont deux cent quarante huit mille, quatre cent onze piastres dix huit cents en espèces, indépendant de plus de un million, trois cent mille piastres en prêts hypothécaires de mille piastres.

Il paraît qu'une des mesures qui a le plus contribué à rétablir les affaires de cette banque est l'attention que la direction a eue de composer ses effets escomptés de papier d'affaire payable à échéance et de distribuer ses fonds entre le plus grand nombre de mains possible.

Une mesure qui mérite, surtout, de fixer l'attention et qui donne à la Direction des droits à la reconnaissance des cultivateurs est la résolution adoptée l'hiver dernier, par laquelle les débiteurs hypothécaires de la Banque ont été demandés de payer leurs termes échus, en raison de la mauvaise récolte que les habitans sucriers ont faite l'année dernière.

La législature a agi avec justice envers cette institution en l'autorisant à retarder le paiement des obligations de l'Etat, et un lui donnant, par là, cinq années d'existence de plus. Il est cependant à regretter pour l'Etat, les actionnaires et la ville que la loi n'ait pas été rédigée dans des termes assez clairs pour permettre au gouverneur de signer les nouveaux bons ; car, s'ils eussent été signés à l'époque où ils furent présentés, on aurait assuré qu'ils auraient rendu un million de plus qu'ils ne feront.

Nous aimons à penser que la Législature prochaine s'occupera sur ce point important, de manière à ne pas forcer une institution dont l'utilité est généralement reconnue, à commencer la liquidation pour pouvoir s'acquitter du paiement d'environ un million deux cent mille piastres des obligations de l'Etat qu'elle doit effectuer à Londres, en juin 1839.

TABLEAU GENERAL DES AFFAIRES De l'Association Consolidée
Des Cultivateurs de la Louisiane.

		Actif.
Propriété foncière		4,964,333 65
Billets et traites escomptés,	1,428,126 64	
Reste sur les actions	963,583 70	
Do. sur hypothèques	324,094 66	
Billets à recevoir	119,829 31	2,725,634 31
Lettres de change sur l'étranger		69,488 83
Banque de l'Union de N York		110,835 66
Branche Banque de l'Etat de l'Alab. Mobile		4,906 77
Intérêt et escompte sur lettres de change		107 61
Etat de la Louisiane		5,877 30
Billets et traites escomptés protestés		97,756 68
Compte de protêts		816 60
Do. de dépenses		1,787 67
Dû par les Banques de la ville		235,871 95
En caisse.		
Espèces sonnantes et billets des banques de la ville		289,936 18
Espèces	248,411 18	
Billets de banque de la ville	41,525 —	
		3,606,886 57

Passif.		
Obligations d'Etat		2,004,000 —
Capital—Dividende No. 1	$80,000	
" " 2	80,000	
" " 3	80,000	
" " 4 déc. 25 ul.	80,000	300,000 —
Profits et pertes		47,158 14
Compte de l'escompte		4,203 27
Billets à payer		4,695 88
Circulation		411,750 —
Thomas Wilson & Co. Londres		63,603 34
F. de Lizardi & Co.		25,050 58
Dépôts individuels		490,148 58
Dû aux Banques de la ville		258,876 73
		3,606,886 57

Il paraît que nous avons été mal informé, lorsque dans notre article éditorial de lundi dernier, intitulé : "Grande amélioration" nous avons dit que Madame de Pontalba avait transmis à M. Le Breton l'ordre de vendre toutes ses propriétés pour en employer les produits à bâtir deux édifices en face de la Place d'Armes, à l'instar du Palais Royal de Paris. D'après des renseignemens plus positifs que nous avons obtenus, nous apprenons que rien n'a encore été adopté par Mme. de Pontalba. Il a bien été question de rebâtir les maisons rues Ste. Anne et St. Pierre, mais les plans qui ont été dressés par M de Pouilly n'ont pas encore été approuvés par cette dame, attendu qu'ils n'ont pas encore été expédiés pour Paris : cependant on a tout lieu de croire qu'ils le seront ; et d'après ce que nous avons entendu dire des nouvelles bâtisses à construire, elles seront à peu près dans le genre du modèle que nous avons cité. Quant au privilège pour élever des colonnades sur les deux banquettes de la façade, il est certain que M. Le Breton pétitionnera le Conseil de la première municipalité à l'effet de l'obtenir.

POESIES DE M. TULLIUS ST.-CERAN.

C'est avec la plus vive satisfaction que nous nous voyons à même d'annoncer à nos lecteurs que la première édition des chansons de M. Tullius St-Céran vient d'être achevée, et qu'elle sera incessamment exposée en vente. L'édition se compose d'un volume in-16 de cent-quarante-deux pages, contenant trente et une chansons et quelques poésies légères telles que Odes, Epitres &c.

Un style animé et soutenu, des images grandes et abondantes, une verve toujours en harmonie avec le sujet, et pardessus tout une muse éminemment Louisianaise, nous ont paru les principaux mérites du recueil de M. St-Céran. C'est en vertu de ce dernier titre, que nous prendrons la liberté de recommander l'ouvrage aux encouragemens de la population de cet Etat, persuadé que la protection qui sera accordée à l'auteur ne fera que redoubler en lui son zèle et un désir ardent de laisser à son pays quelque production digne de marcher de pair avec celles des premiers poëtes du siècle. Et comme le fait observer très bien M. St-Céran dans sa préface—"L'absence du talent dans cet ouvrage ne devrait même pas servir de prétexte à la coupable indifférence des amateurs; car l'encouragement que j'aurais (dit-il) reçu, de mes compatriotes en cette occasion, servirait peut être à stimuler la verve de quelque écrivain d'un mérite moins équivoque que le mien, et qui les récompenserait largement un jour de la protection qu'ils auraient bien voulu lui accorder à son tour. En cela seulement j'aurais véritablement réussi, par mon exemple, à faire aussi quelque chose pour ma-patrie. "

Ce sentiment de modestie fait autant d'honneur au poète qu'au Louisianais. La gloire du pays, voilà ce qu'il désire avant tout. Nos concitoyens abandonneront-ils M. St-Céran à lui même et ne feront-ils pas au contraire tous leurs efforts pour raviver cette flamme sacrée que les premières productions de M. St-Céran n'annonce que trop?

" Rien qu'une main, France et je suis sauvé! " disait Béranger en faisant parler la Pologne; rien qu'un éloge, qu'un sourire flatteur, qu'un généreux accueil dirons-nous à notre tour, et la Louisiane aura aussi son chansonnier.

Au nombre des plus belles chansons que nous ayons trouvées dans le volume de M, St-Céran. est sans contredit sa cataracte de Niagara L'auteur a réussi à suivre le bond impétueux de cette masse d'eau qui s'élance de la nue pour tomber dans le plus profond des abymes. Rien n'a échappé au coup d'œil de l'aigle; et dans un tableau qui n'aurait peut être que de l'horrible pour le vulgaire, le poëte a découvert des trésors sans nombre qui nous ont été reproduits sous les couleurs les plus brillantes.

Tantôt il se joint avec les arcs-en-ciel dont la colonne d'eau est sans cesse environnée.

" Le voyageur toujours s'étonne
" Qu'Iris à l'aspect attrayant
" S'échappe comme en souriant
" De ce gouffre qui tonne. "

Tantôt il découvre dans le sein de l'onde qui mugit l'or; la perle et le diamant.

" Si les trésors que l'eau recelle
" Luisent des feux du firmament
" L'opulente et vive étincelle
" Efface et perle et diamant
" L'onde qui roule,
" Etale en foule
" Tous ces présens qui cerrompent les rois;
" Mais c'est un songe
" Un beau mensonge
" Niagara, que tes flots et ta voix!
" Sur ton noir rocher qui frissone,
" J'ai porté mes débiles pas!
" J'ai donc entendu le fracas
" De ton gouffre qui tonne."

Le voyez-vous maintenant se précipiter dans le gouffre avec l'impétueuse cataracte et en sortir avec elle pour dominer encore les cieux ?

" Malgré son immense héritage
" Et le prix d'un sceptre si beau,
" Le dieu, dans sa course sauvage,
" Semble se creuser un tombeau ;
" L'onde immortelle,
" Qui se rebelle
" Contre sa gloire et son éternité,
" En vain s'abîme,
" Toujours sa cime
" Brigue du ciel la haute sommité.
" L'océan qui de la colonne
" Voit ainsi tomber les bouillons,
" Doit jalouser les blancs flocons
" De ce gouffre qui tonne. "

Mais après avoir étalé dans sa peinture les plus riches trésors de la poésie il fallait encore au poëte donner un dernier coup de pinceau pour bien caractériser le grandioso du spectacle qu'il avait sous les yeux. Disparaissez, vanités de la science humaine vous n'êtes rien devant l'œuvre du Très-Haut !

" L'homme, qui veut à la nature
" Sans cesse opposer les lambris,
" De sa trop vaine architecture
" Même ici traîne les débris ;
" Faible pygmée,
" Quelle fumée
" Que tes arceaux les plus ambitieux !
" Vois dans cette île,
" Mieux qu'une ville,
" Vois tous ces pins qui supportent les cieux !
" Sous ta main, quand le fer résonne,
" Quand tu fais ployer les métaux,
" Tu ne peux détourner les flots
" De ce gouffre qui tonne."

Une chanson, ou pour mieux dire, une ode comme celle que nous avons essayé d'analyser, nous paraît suffisante pour donner à l'auteur le titre de poëte.

Au reste, presque toute la collection de M. St. Céran est marquée du cachet de l'imagination la plus brillante et de l'harmonie la plus fine ; et si nous avons semblé donner une préférence à la Cataracte du Niagara, c'est peut-être parce que le sujet était plus dans notre goût : notre âme aime aussi les grands spectacles de la nature. La vue d'une tempête, tout en nous remplissant de terreur, élève notre imagination et lui fait mieux comprendre quelquefois la puissance de l'Etre Suprême et la faiblesse de l'homme.

Dans le recueil que nous avons été nous remarquons deux vers qui semblent y être jetés au hasard mais qui sont admirables comme pensée philosophique. Ils sont faits sur la mort d'un enfant.

" Pour l'enfant qu'est-ce que la mort ?
" Sous sa faulx, il passe, il s'endort. "

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une partie des discours prononcés à la Chambre des Députés de France pendant la discussion du budget de l'intérieur. Ces documens nous paraissent jeter un grand jour sur l'état actuel de la politique européenne, nous avons cru devoir les offrir à nos lecteurs dont un grand nombre est originaire française. *Les contrastes* qui se sont de plus manifestés dans cette circonstance sont MM. le duc Fitz-James, Thiers, St-Marc Girardin, Berryer, De Lamartine, Mauguin et Pierrefort. Notre regret sera que le cercle étroit de nos colonnes de politique ne nous ait pas permis de donner plus d'extension aux extraits que nous faisons.

Discours du Duc de Fitz-James.

MESSIEURS,

" Le discours du trône, prononcé à l'"ouverture de la session, nous annonçait que l'union la plus intime continuait à régner entre la France et l'Angleterre. Le gouvernement semblait nous dire qu'il fesait de cette alliance le pivot de sa politique extérieure, et qu'il espérait trouver en elle la force et l'appui qui lui étaient nécessaires.

Depuis cette époque, un changement a eu lieu dans le cabinet. Sur une question qui vous est encore présente, deux boules malencontreuses ayant fait passer trois de nos honorables collègues du banc où ils occupaient dans la chambre au banc ministériel, par un effet contraire, en ont fait monter (ou descendre, comme on voudra) trois autres de ce même banc ministériel sur les sièges supérieurs où nous les voyons aujourd'hui.

Quelle fut la cause véritable de cette révolution parlementaire, de cette espèce de chassé-croisé (murmures au centre), terminé par un embrassement général, gage d'une conciliation aussi touchante qu'elle est sincère ? J'aurais peine à le dire, j'ajouterai même que rien ne me paraît plus indifférent, depuis la déclaration faite par M. le président du conseil, le jour même de l'ouverture du cabinet.

Il est venu nous déclarer, après s'être consulté avec ses collègues, que la nouvelle administration était déterminée à suivre le système de l'ancienne, c'est-à-dire que les lois de septembre demeureraient en pleine vigueur, que les condamnés politiques qui gémissaient au fond des cachots devaient renoncer à l'espoir d'une amnistie généreuse ; enfin que l'on poursuivrait à outrance, comme par le passé, les factieux et les hommes de désordre et d'anarchie, parmi lesquels M. le ministre de l'intérieur a placé naturellement ceux qu'il a nommés *les hommes aux longues espérances* ; ce qui, au reste, me paraît fort conséquent, et ce qui prouve combien le nouveau ministère est entré profondément dans l'esprit des lois de septembre, qui, tous le savez, messieurs, ont classé l'espérance parmi les crimes et les attentats.

Quarquoiil en soit, parmi ces déclarations il en est une que l'on a omise, et je l'ai d'autant plus regrettée que c'est la plus essentielle à mes yeux.

Si l'on nous a parlé du système intérieur, on ne nous a rien dit de la politique extérieure ; il nous reste donc à savoir si à cet égard le gouvernement est dans les mêmes dispositions qu'à l'ouverture de la session; si la France est condamnée long-temps encore à jouer le rôle triste et humiliant que l'Angleterre lui a assigné dans la quadruple alliance ; si la France doit subir long-tems encore l'alliance anglaise, alliance où ses intérêts sont évidemment froissés et foulés aux pieds au profit de l'Angleterre, alliance toute de déceptions, de ruse et d'astuce, de dommages et de mystifications pour la France.

Je tiens à prouver à M. le président du conseil qu'il s'est trompé sur mon compte au moins une fois dans sa vie, lorsqu'étant ministre de l'intérieur, et moi humble candidat dans un collége électoral du Midi, ses agens électoraux affirmaient aux bons électeurs campagnards que j'étais un Anglais (On rit).

L'orateur dit que l'invention de l'anglomanie en France date du commencement du règne de Louis XVI. Il rappelle les efforts de ce roi sage et patriote pour s'y opposer ; il le représente animé de la pensée de faire de la France une puissance maritime, industrielle et commerçante ; il établit que ce fut le succès d'Yorck qu'il obtint dans cette entreprise qui fut la cause de nos malheurs. Louis XVI, dit-il, avait donné à la France la force et les moyens de soutenir une lutte glorieuse contre l'Angleterre ; il avait combattu les Anglais, il avait combattu le fléau de l'*anglomanie* ; mais la guerre lui rapporta un autre fléau plus dangereux encore que le premier et que j'appellerai l'*émigrationisme*.

On vit ces deux manies se heurter et se combattre au sein de l'assemblée constituante. Nous eûmes des penseurs anglais, des penseurs américains, trop peu de penseurs français, malheureusement. Les idées américaines l'emportèrent. Leur principe fut proclamé ; il devait nous donner, il donna la république, et, comme je n'aime pas à me traîner péniblement sur des souvenirs douloureux, je saute par dessus la république.

Napoléon parut. Ah ! celui-ci n'était ni Anglais, ni Américain (on rit), on en conviendra ; et si du fond de son dernier asile, où l'Angleterre tient captive sa cendre qu'elle refuse à notre monument triomphal; si sa voix puissante pouvait percer cette terre anglaise, ce qui le couvre, elle applaudirait sans doute à mes faibles efforts ; elle s'unirait à la mienne pour reprocher à ses amis, à ses partisans autrefois si enthousiastes, aux vieux compagnons de sa gloire et de ses travaux, aux hommes élevés à son école, nourris de ses leçons et de ses exemples, que j'ai vu si longtems ne pas oser émettre une pensée qui ne fut commandée par lui ; que j'ai vus trémir d'indignation, porter avec violence la main sur la garde de leur épée, à la seule mention de l'Angleterre ; elle leur reprochait, dis-je, de trahir aujourd'hui la pensée de toute sa vie, en se jetant dans les bras de l'Angleterre, en s'abandonnant à sa bonne foi, en applaudissant à son gouvernement qui livre la France à l'affront de l'influence anglaise (Sensation.)

La nouveauté est toujours beaucoup d'attraits pour nous, je le sais ; il y a longtemps que l'on a dit des Français : " Il leur faut du nouveau, n'en fut-il plus au monde." Cela est malheureusement trop vrai, et cependant la nouveauté n'est pas le mérite que devrait avoir à nos yeux l'alliance anglaise. La pensée première en est déjà vieille ; elle remonte à plus d'un siècle. Tout le monde sait qu'elle appartient au trop célèbre abbé, depuis cardinal Dubois, qui dans la prévision de la mort possible du roi Louis XV, voulut assurer la couronne à son élève Philippe d'Orléans, régent de France, en lui procurant la protection de l'Angleterre contre les droits de le retour de la branche aînée d'Espagne. Le traité fut conclu ; mais parut une monstruosité aux bons esprits français ; mais bientôt le mot de l'énigme fut généralement connu. L'abbé Dubois vendait la France à l'Angleterre ; il était pensionné par elle.

Long-tems, bien long-temps après, on assure que cette même pensée anglaise passa un moment par la tête d'un homme qui jouait un rôle dans nos troubles révolutionnaires, M. l'abbé, depuis comte de Sièyes. Il voulait dit-on, sortir de la république en plaçant la couronne sur la tête d'un prince anglais. Or, les rapports fréquens et intimes qui existèrent longtems entre eux me permettent de supposer que ce fut lui qui transmit cette idée (je ne parle que de l'alliance) au doyen de nos diplomates, à l'auteur même du traité qui nous attache aujourd'hui à nos voisins, à M. l'abbé, depuis prince de Talleyrand (Rires prolongés.) Or, j'aurais peine à comprendre, je l'avoue, que ce fût la nature tout ecclésiastique de cette filiation qui pût engager M. le président du conseil à accepter un semblable héritage, et c'est sur quoi je fonde un peu d'espoir.

L'orateur s'applique à prouver que ceux qui croient à la rivalité sérieuse de l'Angleterre et de la France ne sont pas plus esclaves d'un vieux préjugé. Il soutient que, malgré les rapports plus bienveillans qui se sont établis depuis quarante ans, d'individu à individu, il n'y a aucune sympathie politique entre les deux peuples, et que les intérêts mercantiles sont tout pour le gouvernement anglais.

Ce n'est pas en France qu'il faut étudier les anglais; pour les connaître, il faut passer le détroit: c'est en Angleterre qu'il faut les observer; c'est au parlement surtout qu'il faut observer un anglais; c'est là que ses sentimens secrets sont à nu, et que sa pensée intime se revèle avec une franchise souvent brutale, mais naïve.

Permettez que je vous cite une anecdote assez récente pour que beaucoup de monde puisse se la rappeler. C'était en 1823, au moment où notre armée se disposait à entrer en Espagne. On sait l'impatience et l'humeur que nos préparatifs causaient à M. Canning, alors ministre, et qui avait employé jusqu'à la menace pour les arrêter. Cet homme d'état ne savait pas toujours maîtriser les fougues de son éloquence. Un jour, il laissa échapper, au sein du parlement ces paroles qu'un français ne devrait jamais oublier: " Le " sentiment de tout bon anglais, s'écria-t-il, a toujours " été et sera éternellement froissé par tout ce qui est " glorieux et prospère pour la France. "

A ces mots, les voûtes du vieux Westminster retentirent d'applaudissemens, de trépignemens, de hurlemens tels que jamais auparavant elles n'en avaient entendus. Ils se prolongèrent jusque dans la rue, où ils trouvèrent un écho fidèle, dès qu'on eut répété au peuple les paroles du ministre. Et pourquoi donc ces transports, cette espèce de frénésie qui semblait s'être emparée de tous les hommes parlementaires et autres. Ah ! c'est qu'en effet M. Canning venait d'exprimer ce jour là leur sentiment intime; c'est qu'il avait réveillé en eux un instinct qui n'est jamais tout à-fait endormi; c'est qu'il avait touché la corde qui vibre toujours au fond d'un cœur anglais, toujours gonflé d'une haine instinctive contre la France.

Des explications furent demandées immédiatement par l'ambassadeur français, M. Canning n'en refusa aucune; il dit qu'il n'était laissé entraîner, et même le jour suivant, il rétracta en partie ses paroles au sein du parlement; mais il lui était impossible de rétracter l'effet qu'elles avaient produit, et c'est dans les transports de tout de peuple, s'exprimant comme un seul homme, que nous devons voir la vérité et trouver une leçon utile et profitable.

Je vais, messieurs, citer une circonstance qui ne sera pas hors de propos aujourd'hui, et dans laquelle nous avons été complètement dupes des Anglais: c'était au temps de la restauration, sur la question coloniale. On doit se rappeler la violence avec laquelle l'Angleterre, toute puissante en 1815, et abusant de sa toute-puissance, nous imposa l'abolition de la traite.

A Dieu ne plaise que je réclame contre la sévérité des lois rendues alors contre ce infâme trafic. Mais si nous avons cédé en France à un juste sentiment d'humanité, ce ne fut pas là le motif qui, après avoir fait rejeter pendant vingt ans et à une immense majorité, la motion annuelle du célèbre Wilberforce, sur l'abolition de la traite, engagea le parlement à l'adopter presque à la même majorité.

C'était le commencement d'exécution d'un plan vaste, conçu il y a plus de 40 ans par le gouvernement anglais, et qui ne tendait à rien moins qu'à rendre l'Europe entière tributaire de l'Angleterre pour la consommation du sucre. C'est dans l'Inde que devait surgir cette nouvelle source de richesses, dans l'Inde où la canne à sucre vient presque sans culture, et où la main d'œuvre est à vil prix.

Un anglais, placé très avant dans l'intimité de M. Pitt (je ne le comprenais pas alors, mais aujourd'hui je le comprends parfaitement), disait un jour devant moi que ce serait un grand bonheur pour l'Angleterre si les Antilles pouvaient disparaître de la surface du globe.

Tout puissant que l'on soit, comme on n'a pas toujours un cataclysme à sa disposition, il fallut attendre, patienter, et procéder par des voies lentes et détournées, pour ne pas éveiller les soupçons, et surtout pour ne pas effaroucher les grands intérêts anglais qui se rattachaient aux colonies. En Angleterre, on sait attendre un demi-siècle s'il le faut l'exécution d'un projet dont on a reconnu l'utilité.

N'est-il pas évident aujourd'hui que, dans un laps de temps obtenu, l'abolition de la traite et l'émancipation des noirs doivent amener la ruine complète des colonies. Le but était donc au moment d'être atteint; encore quelques tems, et il ne se serait pas mangé un morceau de sucre en Europe sans la permission des anglais, et au prix qu'ils auraient bien voulu lui imposer. Un miracle seul pouvait préserver l'Europe d'un pareil danger (plusieurs voix: la betterave), et ce miracle est arrivé.

C'est l'industrie qui nous a procuré le sucre indigène; c'est à vous à voir maintenant si, d'une part, vous voulez hâter l'arrivée de ces enfants, qui promettent à l'exemple de l'Angleterre, l'émancipation de toutes les mers, et de l'autre, en adoptant les plans de M. le ministre des finances, vous voulez permettre à la main desséchante du fisc de tarir une source de prospérité qui semble vous être tombée du ciel.

(A continuer.)

☞ Les personnes dont les noms suivent, sont redemandées aux souscripteurs au fonds capital du Rail road de la partie inférieure, comme Directeurs :

Antoine Maurin,
A. Lagarde,
E. J. Forstall,
E. L. Barnard,
N. B. Labreton.

PLUSIEURS SOUSCRIPTEURS.

COMMERCIAL.

Prix Courant du Coton et des Produits.

	16 Août.
COTON.. Choix	00 18 à 00 19
..... Bon fre. qualité	00 17½ à 00 18
..... Dito 2de. dito	00 16½ à 00 17
..... Moyen	00 15½ à 00 15
..... Ordinaire	00 13 à 00 14
SUCRE..Nlle.-Orléans	00 10 à 00 11
..... Blanc de Cube	00 14½ à 00 15
..... Brun.....dito	00 10½ à 11 00
MELASSE	00 35 à 00 40
TABAC..1re qualité	00 6 a 00 7
.....2de. qualité	00 5 à 00 6
.....Croisé	00 3 à 00 3½
.....Cube	00 4½ à 00 5½
FARINE	8 50 à 9 00
PORC....Clair	24 00 à 00 00
.....Mess	19 00 à 20 00
.....Prime	16 50 à 17 00
.....Plat-Côté	00 7½ à 00 8
JAMBON Fumé	00 9 à 00 12
.....Côtés	00 7 à 00 10
.....Epaules	00 5 à 00 7
.....Plat-Côtés	00 6 à 00 6
BŒUF....Mess	13 00 à 14 00
GRAISSE	00 11½ à 00 12
BEURRE—Du Nord	00 12 à 00 14
MAIS	00 70 à 00 75
WHISKEY	00 40 à 00 44
TOILE....D'emballage	00 28 à 00 30
CORDE....D'emballage	00 12½ 00 14

Le navire William Tell est en déchargement en face de la rue de l'Hôpital, les consignataires de marchandises sont priés de les faire retirer. 17 août

Compagnie de Navigation d'Orléans,
Nelle. Orléans, 16 août 1836.

UNE assemblée des directeurs de cette institution, tenue le 15 de ce mois, M. GUSTAVE F. WEBER a été nommé secrétaire et trésorier de ladite Compagnie. 17 août

500 LIVRES cire jaune à vendre par BESSON & KOKERNOT, 17 aout rue St-Louis, n. 14.

CHAUX de Thomastown, à vendre par SIDDLE & STEWART. 17 août—3 rue du Camp n. 363.

AVIS—Pendant mon absence de cette ville, MM. Gallwas et Boudousquié me représenteront. 17 août—3 Chs. L. GARNIER.

POMMES DE TERRE, etc—250 barils pommes de terre, 100 barils pommes sèches, 1250 gallons barils de baleine clarifiée, à vendre par 17 août PERKS & HALL, Vieille Levée.

SEL—100 sacs Sel de Liverpool, en débarquement et à vendre par JAMES REED & Co, 17 août 25, rue Royale

ASSOCIATION.—Les soussignés ont pris en société M. George W. Huntington, et continueront leurs affaires sous la raison de 17 août—30 WILCOX, ANDERSON & Co.

LES acquéreurs des terrains de la propriété Gurlie, vendus le 10 août courant, par Fernandez & Whiting, sont notifiés à l'effet de venir immédiatement donner le nom de leur endosseur et signer la vente chez M. Féraud, notaire, rue Royale entre Toulouse et St. Pierre. 17 août—6

LES acquéreurs des terrains vendus par Fernandez & Whiting, le 23 et 26 juillet dernier, sont notifiés de venir immédiatement signer leur vente en l'étude de Louis Férand, notaire, rue Royale entre Toulouse et St. Pierre. 17 août—5

CHECKS sur New-York, à vendre par la Compagnie du chemin à coulisses et de la Banque d'Atchafalaya. 17 août R. G. DIXON, caissier

WHISKEY—100 barils de whiskey, rectifié, de Cincinnati, à vendre par JOS. LANDIS, 17 aout No. 14, rue Poydras

JAMBONS—50 boueaux jambons enveloppés en magasin, et à vendre par JOS. LANDIS, 17 aout No. 14, rue Poydras

200 milliers Cigares de la Havane, d'une bonne qualité, à vendre par 17 aout J. ROBERT & Co. 117, rue Royale

AVIS—Le soussigné a l'honneur de prévenir le public qu'il a transporté son établissement ci-devant connu sous le nom de MR. ROMAIN, à l'encoignure des rues Conti et Exchange. Il offre en vente à un prix très-modéré, un grand assortiment de *PARFUMERIES ET MARCHANDISES DE GOUT*, de première qualité, reçues de France et du Nord.

Les messieurs trouveront au premier un SALON très-vaste, tenu dans le meilleur genre, pour la coupe des cheveux et la barbe E. THOMAS, 17 août—4 Agent

INTERESSANT AUX CAPITALISTES.

UN manœuvr auquel appartient une des NEUF ACTIONS ORIGINALES dans la COMPAGNIE DES TERRES DE PENSACOLE (*Pensacola Land Company*), desire disposer d'une partie de son intérêt. A cet effet, son heureux sera considéré comme subdivisé en dix-huit parties égales. Le prix de chaque portion sera de *une mille piastres* comptant.

La Compagnie possède les terres où aboutiront les chemins à coulisses de Pensacole et Columbus et celui entre Pensacole et Blakely, qui formeront ensemble une étendue de plus de 1600 acres, et sur lesquelles terres ils ont tiré le plan d'une ville, sur la barre et dans les limites incorporées de Pensacole, capable de contenir une population d'au-delà de 50,000 âmes.

On ne pourrait trouver une situation plus belle sur les bords du golfe pour y établir une ville.

Le reste des terres de la Compagnie est située dans la ville et les environs de Pensacole et compte un grand nombre de terrains propres à y bâtir.

Les travaux des chemins à coulisses de Columbus à Pensacole, et de Blakely à Pensacole, avancent avec une telle rapidité, qu'on peut espérer de les voir terminer en moins de trois ans, et alors le pays riche et populeux sur lequel ils passeront enverra toutes ses belles productions à ce marché. Avec le temps Pensacole deviendra une ville populeuse et commerciale, tant par ses améliorations, sa baie sans égale, que par la salubrité du climat. Il est à présumer qu'avant l'achèvement des chemins à coulisses les propriétés offertes ici en vente augmenteront leur valeur actuelle de quatre fois.

Chaque action dans la propriété ainsi offerte en vente est d'environ onze acres de terre, y compris les terrains de ville et les sites dans et près de la ville. Il se présente rarement aux capitalistes une occasion plus favorable d'investir leurs fonds.

Ceux qui désirent acheter sont priés de s'adresser sans délai à M. THOMAS M. BLOUNT, agent du propriétaire, qui donnera toutes autres informations que l'on désirera.

Pensacole, 11 août 1836. 17 août—3p

*HABITATION DANS L'ETAT DU